

## MEMORIAL : COMBAT POUR L'HISTOIRE, COMBAT POUR LA MÉMOIRE EN RUSSIE

Maria Ferretti

Gallimard | « Le Débat »

2009/3 n° 155 | pages 131 à 140

ISSN 0246-2346

ISBN 9782070124466

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-le-debat-2009-3-page-131.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Gallimard.

© Gallimard. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Maria Ferretti

# Memorial : combat pour l'histoire, combat pour la mémoire en Russie

L'association Memorial a vu le jour en Union soviétique en 1988, portée par la vague du réveil de la mémoire du stalinisme qui caractérise les débuts de la « perestroïka » de Gorbatchev. Quelques rappels ne seront peut-être pas inutiles pour situer dans son contexte la naissance de l'association. Aux premiers signes de libéralisation culturelle qui suivent l'arrivée de Gorbatchev au Kremlin en 1985, la tragédie du stalinisme, condamnée à un oubli obligé pendant la période brejnévienne, s'est imposée sur la scène. Un passé extrêmement douloureux dont le deuil, à peine entamé pendant le dégel khrouchtchévien, avait été brusquement interrompu. Le stalinisme n'avait pas cessé de hanter, sinon la société, du moins l'intelligentsia, qui, en dépit de la censure, en avait entretenu de manière jalouse le souvenir, en recourant à des réseaux de communication alternatifs, qu'il s'agisse des rencontres dans les célèbres « cuisines » ou des publications clandestines, *samizdat* (produit de manière artisanale à l'intérieur du pays) et *tamizdat* (imprimé à

l'étranger et introduit clandestinement en URSS). Lorsque l'emprise de la censure s'atténue, en 1986, ce travail souterrain commence à refaire surface. Le théâtre, le cinéma, la littérature restituent peu à peu des fragments relégués du passé, jusqu'à reconstituer une fresque générale de l'époque : les répressions, la terreur, la collectivisation et l'industrialisation forcées, infligeant au tissu social une violente lacération, puis la guerre et les déportations des peuples accusés d'avoir collaboré avec l'ennemi, enfin le Goulag sont, un pan après l'autre, réintégrés dans la mémoire publique en 1987-1989. À la différence de la période du Dégel, ce réveil de la mémoire du stalinisme ne reste pas limité aux cercles intellectuels, mais traverse la société dans son ensemble, comme en témoignent les tirages très élevés de journaux et de revues consacrés à la dénonciation des crimes de la dictature stalinienne<sup>1</sup>.

1. Je me permets de renvoyer ici à mon livre *La memoria mutilata. La Russia ricorda* (Milan, 1993), dans lequel j'ai

---

Maria Ferretti, professeur d'histoire contemporaine à l'université de la Tuscia à Viterbe, est spécialiste de l'histoire russe du xx<sup>e</sup> siècle, en particulier de l'histoire du stalinisme. Elle est notamment l'auteur de *La memoria mutilata. La Russia ricorda* (Milan, Corbaccio, 1993).

---

Maria Ferretti  
 Combat pour l'histoire,  
 combat pour la mémoire

C'est de ce bouillonnement mémoriel que naît Memorial, qui devient assez rapidement le plus important des mouvements qui gagnent la société soviétique en pleine transformation pendant la perestroïka. Pour décrire Memorial et son activité, je m'attarderai d'abord sur ses origines ; j'évoquerai ensuite les principales idées qui déterminent son activité, en soulignant plus particulièrement la liaison entre droit et devoir de mémoire, combat pour l'histoire et engagement politique au sens large. Enfin, j'illustrerai les pratiques de l'association avec quelques exemples et j'esquisserai un bilan du travail qui a été fait pendant ces années pour la mémoire du stalinisme.

---

### Les origines de Memorial

---

Memorial est né de l'effervescence mémorielle que je viens d'évoquer, résultat de la rencontre entre trois composantes différentes qui se mêlent et se réunissent entre 1987 et 1988 : un mouvement spontané de lutte pour la mémoire, la dissidence et l'intelligentsia réformatrice proche de Gorbatchev.

Un premier mouvement spontané s'était formé, en 1987-1988, avec le recueil des signatures à la pétition adressée au Soviet suprême pour la construction d'un monument aux victimes du stalinisme. En fait, l'idée n'était pas nouvelle : elle avait été en effet lancée une première fois sous Khrouchtchev en 1962, mais sans avoir de suites. Puis elle s'était répandue dans cette « zone grise » particulière où puisait la dissidence. Difficile d'établir avec précision les sources de son regain en 1987 : vraisemblablement, dans la mesure où elle est devenue un *topos* de la réflexion sur le passé, elle vient de

plusieurs sources à la fois, ce qui explique aussi sa diffusion dans les différentes régions du pays. À Moscou, elle a son foyer dans un club informel (c'est ainsi qu'on appelle, à cette époque-là, les associations ne relevant pas d'initiatives officielles) fondé en août 1987 par un groupe de jeunes gens : le club « pour rendre éternelle la mémoire des victimes des répressions – Memorial ». Issu lui-même de l'un des premiers clubs informels de discussion tolérés, sinon autorisés, par la perestroïka (le club « Perestroïka », justement), ce club est composé de personnes assez différentes du point de vue de la formation et de la provenance : on y trouve des étudiants, des scientifiques (le géologue Iouri Samodourov, actuellement directeur du musée Sakharov ; le physicien Lev Ponomarev, qui sera l'un des dirigeants du mouvement démocratique ; la mathématicienne Elena Zhemkova, jusqu'à aujourd'hui un des piliers de Memorial), des humanistes (Nina Braginskaïa, littéraire ; Pavel Koudjoukine et Alexandre Vaisberg, historiens ; Galina Rakitskaïa, sociologue) ainsi que des juristes (Mikhaïl Kovalenko) et même un enseignant de « communisme scientifique », Vladimir Lissenko (futur dirigeant du groupe d'opposition au sein du Parti la « Perestroïka démocratique »). Dans certains cas, ils sont eux-mêmes issus des familles qui ont souffert des répressions ; dans d'autres, ils sont seulement animés par la volonté de connaître la « vérité » d'un passé dont ils viennent de découvrir l'horreur : « vérité » est d'ailleurs l'un des mots clés de ce combat pour l'histoire.

La pétition, qui circule de manière quasiment privée selon les pratiques de la dissidence (les sorties de théâtre ou de concert, à l'entracte ou à la fin, sont rares ; les tentatives de recueillir

---

reconstruit dans le détail les vicissitudes de la mémoire du stalinisme.

des signatures dans la rue se soldent généralement par l'arrivée de la police), est diffusée néanmoins très rapidement dans tout le pays; elle donne lieu à la formation de groupes d'initiative locaux, qui constitueront ensuite le squelette de Memorial. Cette mobilisation de l'opinion, qui permet de recueillir, malgré toutes les difficultés, environ 50 000 signatures, a des effets importants. La proposition d'édifier un monument aux victimes du stalinisme est reprise par Gorbatchev lui-même dans son discours de conclusion à la XIX<sup>e</sup> conférence du Parti, une conférence extraordinaire qui se réunit à l'été de 1988 pour entériner la réforme institutionnelle proposée par le secrétaire général, prévoyant la «sécularisation» du pouvoir soviétique par la création d'un organe représentatif électif dépositaire de la souveraineté populaire (le Congrès des députés du peuple de l'URSS, qui sera élu au printemps 1989) et l'instauration d'un système présidentiel. Cependant, il faut préciser au passage que, malgré tout, ce monument ne sera jamais édifié : le seul monument existant jusqu'à présent à Moscou qui commémore les victimes du stalinisme est la grande pierre provenant des îles de Solovki (où naquit le Goulag) et qui fut posée par Memorial en 1990 devant le bâtiment de la Loubianka, siège de la police politique. L'autre résultat de la pétition est que le mouvement spontané devient, au cours de 1988, une réalité : il se diffuse dans tout le pays, qui semble traversé par une véritable «fièvre» du passé.

La deuxième et peut-être la plus importante composante à prendre en compte pour la reconstitution des origines de Memorial vient de la dissidence et, en particulier, de son expérience de la revue *Pamiat (Mémoire)*, la première revue d'histoire indépendante publiée en *samizdat*. La dénonciation du stalinisme, le

questionnement sur ses origines et sur son rapport avec l'histoire russe et la révolution forment sans doute un des plus importants « fils rouges » essentiels de la pensée de la dissidence. Dans la mesure où, à partir du Dégel, la dénonciation des crimes staliniens (c'est-à-dire celle d'un passé qui à l'époque datait de la veille) avait été le fondement de la volonté de rupture avec le passé et d'un changement profond du système vers sa libéralisation, voire sa démocratisation, la dissidence s'en empara : rappelons que la dissidence naît dans la seconde moitié des années 1960 quand, après la chute de Khrouchtchev, les espoirs qui avaient marqué son temps se dissipent. L'un des signes les plus frappants de cette extinction tient justement, pour l'intelligentsia engagée, à la mise en sourdine de la dénonciation de la dictature stalinienne, puis ce qui, sans être la «réhabilitation» de Staline, correspond du moins à la restauration de son image et qui accompagne la montée au pouvoir de Brejnev. D'où l'importance que prend dès le départ, dans la dissidence, le combat pour la mémoire : si le pouvoir occulte le passé et oblige à oublier, résister c'est d'abord se souvenir. Au pouvoir qui impose sa domination en exerçant, entre autres, un contrôle sur l'histoire, on répond par la résistance de la mémoire. La société soviétique des années brejnéviennes est, d'ailleurs, comme les anciens pays du bloc oriental, une société saturée de mémoire, où l'on rendait un véritable culte à la mémoire. C'est à ce contexte que se rattache la naissance de *Pamiat*.

La revue *Pamiat*, dont parurent six riches volumes entre 1976 et 1982, prend son essor avec un intérêt renouvelé pour les répressions staliniennes et intérêt suscité par la publication, en 1973, de *L'Archipel du Goulag* de Soljenitsyne, qui, tout en étant interdit en URSS, circulait

Maria Ferretti  
 Combat pour l'histoire,  
 combat pour la mémoire

largement en *tamizdat*<sup>2</sup>. *L'Archipel* avait constitué en effet la première tentative pour réunir systématiquement toutes les informations sur l'univers concentrationnaire soviétique, tirées en premier lieu des témoignages de ceux qui l'avaient connu. Comme sa parution à l'étranger avait été suivie par une violente campagne de dénigrement de l'écrivain (prélude à son expulsion d'URSS), Larissa Bogoraz, l'une des figures de proue du mouvement pour les droits de l'homme (elle était parmi les sept personnes qui avaient manifesté sur la place Rouge pour protester contre l'invasion de Prague), avait saisi l'occasion pour écrire une lettre ouverte au chef du KGB, Iouri Andropov, dans laquelle elle demandait l'ouverture des archives afin que l'on puisse juger, en connaissance de cause, des mensonges dont était accusé Soljenitsyne et savoir enfin la vérité sur les répressions stalinienne. Elle ne pensait pas, bien sûr, obtenir une réponse positive : les lettres ouvertes, aussi bien que les pétitions, étaient une forme parmi d'autres d'activité et de protestation de la dissidence ; elles servaient à sensibiliser l'opinion et à stimuler des initiatives ultérieures. *Pamiat* est un des résultats de cette lettre : c'est à sa suite, en effet, qu'un groupe de jeunes contestataires de Leningrad, passionnés par le passé, se mit en contact avec Larissa Bogoraz et le groupe moscovite qui tournait autour d'elle pour la défense des droits de l'homme, et de cette rencontre entre la jeune génération de la dissidence et les « vieux » naîtra la revue. Parmi les jeunes qui l'animent, on trouve les futurs dirigeants de Memorial et, notamment, de son centre de recherches, tel Arseni Roginski, historien professionnel, qui en était le principal animateur (c'est à la suite de son arrestation que *Pamiat* cessa de paraître) et Alexandre Daniel.

Continuité des personnes, mais aussi continuité dans les idées. L'héritage de *Pamiat* a

modélé profondément l'expérience de Memorial dans tous les domaines. On retrouve en fait, dans l'activité de Memorial, tous les thèmes dont *Pamiat* avait été jadis porteur, aussi bien le combat pour l'histoire que les sujets d'étude. C'est d'abord l'aspiration à la liberté de la recherche en histoire, le combat pour son indépendance à l'égard d'un pouvoir qui avait prétendu la mettre, durant de longues décennies, sous surveillance en imposant une interprétation officielle du passé qui avait un caractère obligatoire et normatif. Ensuite c'est le combat pour le droit à la mémoire contre l'oubli exigé par le pouvoir, mais aussi le devoir de mémoire à l'égard des victimes innocentes des répressions stalinienne. On retrouve également une forte continuité dans l'orientation des recherches : elles visent, d'une part, les répressions et, plus généralement, la violence d'État et, d'autre part, les formes de résistance de la société. Il y a, enfin, l'idée d'une liaison étroite entre passé et présent, mémoire et avenir : c'est là que le combat pour l'histoire devient politique – on y reviendra.

Le troisième élément de premier plan pour la naissance de Memorial c'est l'engagement de l'intelligentsia réformatrice soviétique qui, après avoir été marginalisée pendant l'époque brejnévienne, s'impose sur la scène avec Gorbatchev. Tout comme la dissidence, cette intelligentsia, qui se qualifie de « fille du XX<sup>e</sup> congrès », accorde une très grande importance à la dénonciation du stalinisme et voit dans les changements en cours la possibilité de se débarrasser enfin de l'héritage stalinien. Parmi les plus déterminés dans ce combat pour l'histoire et la mémoire figure Iouri Afanassiev, directeur de l'Institut historique des

2. Puisque l'histoire de *Pamiat* n'as pas encore été écrite, je me fonde, dans cette rapide reconstruction, sur les récits des gens qui la concevaient, en particulier Arseni Roginski et Alexandre Daniel.

archives, qui s'était distingué dès le début de la perestroïka par ses attaques iconoclastes contre l'histoire officielle. Afanassiev, qui deviendra l'un des leaders de l'opposition démocratique radicale alliée à Eltsine contre Gorbatchev, sera élu, avec le critique littéraire Iouri Kariakine et l'écrivain Ales Adamovitch, coprésident de Memorial lors du congrès fondateur de l'association, début 1989. Le rôle de l'intelligentsia réformatrice, bien intégrée dans les institutions soviétiques, est, entre autres, de fournir une sorte de couverture au mouvement en formation alors que n'existe pas de loi garantissant la liberté d'association. L'invention des trois « coprésidents » cités en dit long : le « vrai » président de l'association est en effet, depuis le départ, le symbole même de la dissidence (du moins de l'aile qui anime le mouvement des droits de l'homme), Andreï Sakharov, nommé déjà en juin 1988 président honoraire, alors que se forme à peine une sorte de comité organisateur.

---

#### Droit et devoir de mémoire

---

« Je voudrais que chacun soit appelé par son nom, mais on a emporté la liste et je ne sais comment faire » : ces vers du célèbre *Requiem* d'Anna Akhmatova, le poème qu'elle écrivit à la fin des années 1930, quand son fils fut aussi emporté par la terreur stalinienne, deviennent, en 1987-1988, la devise de Memorial. Cet « appeler par son nom » revient partout, tel un refrain, aussi bien sur les pancartes des premières manifestations que dans les premières publications de l'association. Ces vers traduisent en effet le double appel à la mémoire dont Memorial se veut le fer de lance. La mémoire est à la fois un droit, le droit de se souvenir de son propre

passé contre un pouvoir qui prétend s'en emparer pour exercer sa domination sur la société, et un devoir, le devoir à l'égard des victimes innocentes de la violence d'État. Un État dont on se reconnaît bon gré mal gré les héritiers, en acceptant ainsi d'assumer la responsabilité de tout ce qui s'est passé. Geste symbolique, ce devoir de mémoire s'exprime, à ce moment-là, par l'exhortation au « repentir » dont Memorial se charge. « Repentir » est, tout comme « vérité », l'un des mots clés de la période : signe des emprunts différents dont se nourrit le discours sur le passé, le terme se diffuse en 1986 grâce, notamment, au film du metteur en scène géorgien Tenguis Abuladze. Film allégorique dont l'action se déroule dans un pays imaginaire, *Repentir* est en réalité une allusion transparente à l'Union soviétique et à l'état de sa mémoire : on montre comment le passé tragique du pays, marqué par une dictature sanglante, ne peut pas s'effacer et hante les consciences parce que, au lieu de l'élaborer, les héritiers du tyran, pour continuer à exercer le pouvoir, ont voulu le cacher, en imposant l'oubli au pays, qui ne peut donc pas le surmonter. Le succès du film, vu par des millions de spectateurs, témoigne d'un état d'esprit très réceptif sur ce sujet, ce que l'on a appelé le « besoin d'histoire » de la société et dont Memorial s'est fait l'interprète.

Le combat pour la mémoire comporte donc d'emblée une double dimension : une dimension éthique, d'abord, parce que soustraire à l'oubli auquel elles ont été condamnées par le pouvoir les victimes des répressions est un geste extrême de réparation, la reconnaissance d'une sorte de culpabilité collective. L'idée d'une faute collective à expier se prolongera dans la revendication, qui se répand en 1989-1990, d'un « Nuremberg soviétique ». Procès de vainqueurs aux vaincus, symbole de la volonté de la communauté inter-

Maria Ferretti  
 Combat pour l'histoire,  
 combat pour la mémoire

nationale d'avoir le droit de juger des crimes contre l'humanité, Nuremberg relève cependant, dans le contexte soviétique, d'une tout autre signification. Demander un « Nuremberg soviétique » ne veut pas dire organiser un procès pénal pour juger les responsables des répressions staliennes. L'idée de les faire passer en jugement est formulée, mais elle reste très marginale ; elle est limitée aux groupes les plus radicaux. Ce que l'on entend par Nuremberg, c'est un procès public, rendu par la société elle-même, devant une sorte de tribunal de l'histoire, où siègent non pas des juges, mais des représentants de la société qui a été enfin capable d'assumer le poids de son passé. Ce procès ne doit pas déboucher sur des condamnations pénales, mais il doit seulement désigner à la société entière les responsables de la Terreur. Leur « punition » leur est infligée par la publicité, par le fait d'être publiquement désignés devant le pays en tant qu'auteurs des crimes. Divulguer les noms de bourreaux, qui ont le plus souvent vécu tranquillement, dans une respectabilité quasi bourgeoise de bon serveurs de l'État et du Parti : telle est la requête énoncée dès le départ. Les « appeler tous par leur nom » ne vise donc pas seulement les victimes, mais aussi leurs persécuteurs : devoir de mémoire d'un côté, cette nomination devient, de l'autre, une forme nouvelle de justice. C'est bien la dimension éthique, et non pas juridique, qui s'affirme ici.

De portée d'abord éthique, ce combat pour la mémoire a aussi une portée politique. On peut y reconnaître plusieurs degrés : à un premier, l'affirmation du droit à la mémoire implique, d'elle-même, un combat pour l'histoire, pour libérer le passé du contrôle d'un « ministère pour la vérité » qui semble avoir trouvé en Union soviétique sa réalisation la plus aboutie. Ce combat pour l'histoire a deux volets : d'une part,

c'est la revendication de la liberté de recherche, ce qui exige du pouvoir qu'il renonce à imposer une histoire officielle ; sous la pression de l'opinion, celle-ci sera effectivement peu à peu abandonnée (en 1988, les examens d'histoire dans les écoles, faute de manuels, sont supprimés ; l'idée de récrire une nouvelle histoire officielle du Parti tombe vite en désuétude). Assez rapidement, Memorial demande en effet que le monument aux victimes du stalinisme ne soit pas un simple monument, mais un complexe monumental avec en annexe un centre de documentation indépendant consacré à la terreur du pouvoir totalitaire. Dès que Memorial se donne une structure, un centre d'études est aussitôt créé : il organise l'activité scientifique de l'association, sur laquelle on reviendra. On retrouve ici l'héritage de *Pamiat*. D'autre part, ce combat pour l'histoire a pour but l'ouverture des archives, l'un des enjeux des affrontements politiques entre réformateurs et conservateurs, puis entre modérés réunis autour de Gorbatchev et radicaux eltsiniens. Si les archives ne seront ouvertes qu'après l'effondrement de l'URSS – les experts de Memorial (Arseni Roginski, Nikita Okhotine) joueront d'ailleurs un rôle décisif dans cette ouverture –, on commence à constituer des archives d'un autre type, qui brisent de leur côté le monopole du pouvoir sur le passé et deviennent le dépôt d'une mémoire indépendante.

À un deuxième degré, ce combat pour la mémoire comporte une dimension politique au sens large du terme. L'idée qui régit ce combat est que, dans la mesure où la mémoire est partie intégrante et constitutive de l'identité collective, assumer le passé est indispensable si l'on veut devenir citoyen d'une société qui se voudrait en marche vers la démocratie. La mémoire est donc le seul fondement d'une citoyenneté démocratique dans un État de droit. De plus, assumer le

passé est le seul moyen d'éviter qu'il se répète : la mémoire devient aussi un rempart contre toute tentation de revenir en arrière. Cette liaison entre passé et présent, entre mémoire et démocratisation du système – l'idée qu'il n'y a pas de futur possible sans passé – relève, elle aussi, de l'héritage de *Pamiat*. Conscience du passé et engagement politique dans le présent sont deux moments inséparables de l'activité de Memorial dès le départ. C'est dans cette configuration que se situe aussi la création, après la fin de l'URSS, du Centre pour la défense des droits de l'homme, qui aura une importance de plus en plus grande après que la guerre aura éclaté en Tchétchénie (fin 1994). De ce point de vue, Memorial apparaît comme l'héritier le plus cohérent de la dissidence et notamment du Mouvement pour la défense des droits de l'homme.

Au départ, il y avait la mémoire.

---

### Les pratiques

---

La volonté de Memorial de restituer la mémoire de la terreur stalinienne donne naissance à de multiples pratiques. Dès 1988, l'association devient un lieu de rencontre des survivants des camps staliniens, qui peuvent enfin se retrouver. Ils peuvent aussi recevoir de l'aide, aussi bien légale que matérielle : toujours grâce à Memorial sera adoptée, en 1991, la loi sur les réhabilitations prévoyant, pour les anciennes victimes, la reconnaissance des torts subis ainsi que des indemnités, encore que fort symboliques. Point de repère pour les rescapés qui, après un demi-siècle de silence, peuvent enfin prendre la parole et raconter leurs tragédies personnelles, Memorial s'engage à recueillir des témoignages. Ce travail conduira à ouvrir les

archives de l'association, qui engrangent, outre des informations biographiques sur les victimes des répressions, toute la documentation que les descendants lui ont confiée : lettres, cahiers, dessins, photos, ainsi que des restes de vie quotidienne des camps, tels que des gamelles, des tissus brodés, des jeux de cartes, des jeux d'échecs et j'en passe. Ces matériaux forment également la base de la collection du musée de l'association, qui depuis n'a pas cessé de s'enrichir.

Une autre pratique qui voit le jour aussi dès les premiers temps, malgré les obstacles des autorités, consiste à rechercher les lieux de mémoire de la Terreur, des anciens camps aux charniers. À l'époque de Khrouchtchev, quand le système concentrationnaire avait été démantelé, les camps, dissous, avaient été abandonnés ; leurs traces avaient été effacées par le temps et par la nature qui les avait recouvertes. Découvrir les emplacements des anciens camps, les restituer à la mémoire, en récupérant éventuellement des vestiges pour le musée, devient l'une des premières tâches de Memorial, surtout des groupes locaux qui organisent des expéditions en quête du Goulag disparu. On se met également à rechercher d'autres lieux symboliques, comme les charniers où l'on enterrait les condamnés à mort ou encore les cimetières des camps. On procède le plus souvent en recueillant patiemment les témoignages non seulement des survivants, mais aussi des habitants des alentours, pour ensuite exhumer les traces. Ce travail, qui suscite d'abord de fortes émotions, et qui s'accompagne le plus souvent de la pose de croix ou de plaques commémoratives, se poursuit encore aujourd'hui, car seule une toute petite minorité de ces lieux a pu être identifiée.

Créer les lieux de mémoire de la Terreur pour inscrire celle-ci dans la mémoire publique, mais aussi en rayer tout ce qui apparaît comme une



Maria Ferretti  
 Combat pour l'histoire,  
 combat pour la mémoire

célébration des bourreaux : Memorial adopte la proposition de changer le nom des rues et des institutions qui portent celui des responsables du régime stalinien et des répressions, Jdanov par exemple, pour l'université de Leningrad. Bref, c'est un combat pour que des lieux de mémoire de la Russie à la fin de l'époque soviétique transmettent une nouvelle conscience du passé. Toutefois, en dépit des changements de noms effectués surtout à partir de 1991 aussi bien pour les villes que pour les rues (Leningrad, par exemple, s'appelle de nouveau Saint-Petersbourg), la toponymie héritée de l'URSS sévit toujours largement. Cet engagement de Memorial dans la mémorialisation du stalinisme à travers la création de lieux de mémoire de la terreur et de la violence d'État reste aussi, donc, d'actualité.

L'autre aspect privilégié de l'activité de Memorial consiste dans la diffusion du savoir sur le stalinisme pour sensibiliser l'opinion et la prévenir contre toute attitude nostalgique : dans les écoles et dans les centres culturels du pays, on organise des expositions, des cycles de conférences, des rencontres avec le public et des cours. Petit à petit s'élabore aussi un travail avec les enseignants qui est jusqu'à présent l'une des activités les plus importantes de l'association. Dans les dernières années, ce travail avec les écoles a pris une forme nouvelle. À partir de 2000, on organise chaque année un concours destiné aux élèves du secondaire sur un sujet ouvert : « L'homme et l'histoire. La Russie au *xx*<sup>e</sup> siècle ». Les élèves qui veulent y participer doivent préparer, de manière individuelle ou en groupe, un petit travail de recherche en partant de cas concrets qu'ils connaissent (beaucoup prennent pour point de départ, par exemple, les récits des grands-mères) ; ensuite, ils choisissent leur documentation en allant souvent enquêter

dans des archives locales. Les enseignants ont naturellement un rôle important dans la direction des travaux. L'initiative a rencontré un grand succès : chaque année, plusieurs milliers de travaux sont présentés au concours ; les meilleurs, après avoir été primés, sont publiés. Ces travaux se sont révélés aussi très importants du point de vue de la mémoire, car l'engagement des élèves a permis de recueillir un très grand nombre de témoignages oraux autrement condamnés à la disparition, puisque tous les efforts déployés dès la fin des années 1980 pour entreprendre de l'histoire orale se sont heurtés au manque tragique de moyens financiers et à l'absence de personnes qui puissent travailler de manière volontaire. En outre, ces matériaux permettent d'esquisser un état des lieux de la mémoire russe aujourd'hui et de s'interroger sur le travail de mémoire, car ils font voir de près les événements autour desquels la mémoire se cristallise avec le plus d'intensité : il en ressort, par exemple, que les moments structurants sont la collectivisation et la guerre, alors que les répressions et la Grande Terreur n'y ont qu'une place marginale. Ce qui permet de mieux mesurer l'importance des différents traumatismes que la société soviétique a subis.

Enfin, l'autre aspect fondamental de l'activité de Memorial est la recherche. Un premier centre d'études s'est ouvert, on l'a dit, à la fin des années 1980, autour des archives en voie de constitution de l'association. Au départ, il s'agissait surtout de publier des sources différentes pour restituer, les archives officielles restant fermées, la mémoire de la Terreur et du Goulag. C'était, en d'autres termes, l'activité de *Pamiat* légalisée. Ensuite, avec l'ouverture des archives qui a suivi l'effondrement de l'URSS, le travail de recherche a pu s'élargir considérablement, profitant de sources qui venaient d'être mises en

circulation, grâce, comme on l'a dit, aux spécialistes de l'association. La recherche vise deux domaines en particulier : d'une part, différents aspects de l'histoire des répressions et du Goulag. Par exemple, on doit aux chercheurs de Memorial la reconstitution d'une première carte du Goulag et d'un dictionnaire où sont indiqués, de manière détaillée, tous les camps des diverses régions. Ce sont toujours des historiens de l'association, comme Nikita Petrov, qui ont édité plusieurs volumes de documents sur l'histoire des répressions, des organes répressifs et du Goulag. Ce travail complète la publication de témoignages que Memorial a entreprise dès le début. D'autre part, le domaine de recherche privilégié est celui des formes de résistance de la société face au pouvoir. En particulier, un groupe de travail s'occupe de restituer l'histoire de la dissidence et d'en recueillir les archives. Ainsi, même dans le choix des sujets de recherche, on reconnaît aisément l'héritage de *Pamiat*.



Quel bilan peut-on esquisser de l'activité de Memorial? Dans quelle mesure la volonté d'inscrire le stalinisme dans la mémoire russe a abouti? Si des résultats importants ont été obtenus, on est toutefois loin de pouvoir crier victoire. En 2007, par exemple, alors que le regain de sympathie pour Staline battait son plein, le Kremlin a été obligé de rendre hommage aux victimes de la Grande Terreur, qui avait eu lieu soixante-dix ans auparavant : difficile de nier le rôle joué par Memorial, qui s'était engagé avec tous les moyens possibles pour que la mémoire de 1937 s'institutionnalise. Non seulement on a publié (et mis en ligne, ce qui n'est pas à sous-évaluer, vu les dimensions du pays et les difficultés de distribution des livres et des revues imprimés) docu-

ments, travaux et ainsi de suite, mais on a aussi organisé diverses célébrations dans les lieux où des personnes avaient été tuées et/ou enterrées<sup>3</sup>. De plus, pour ce qui concerne le « que chacun soit appelé par son nom », Memorial a réussi à réunir et mettre en ligne à cette occasion, malgré toutes les difficultés, les noms d'environ 2 700 000 victimes des répressions : la liste, constituée à partir des livres de mémoire locaux et des martyrologes, complétée par d'autres sources repérées grâce à l'association, a été par la suite régulièrement mise à jour et compte aujourd'hui environ trois millions de noms. Les concours dans les écoles, qu'on a déjà évoqués, ont également contribué à enraciner cette mémoire dans la société. D'autres initiatives vont dans la même direction, comme le projet de créer un musée virtuel du Goulag, capable de rassembler, ne serait-ce qu'en ligne, le fonds de souvenirs des camps et des répressions qui reste éparpillé dans une myriade de petits musées locaux.

Cependant, en dépit de tous les efforts de Memorial, la mémoire du stalinisme reste en Russie, à l'aube du III<sup>e</sup> millénaire, comme le constatait récemment Arseni Roginski, une mémoire fragmentée, qui n'occupe qu'une place tout à fait marginale dans la mémoire publique. Les raisons en sont naturellement multiples. Elles relèvent à la fois de la difficulté à assumer un passé très douloureux, qui ternit l'image que le pays a de lui-même et qui, de surcroît, oblige à poser la question de la culpabilité collective et de la politique du pouvoir, soucieux de rétablir, avec Poutine, l'autorité d'un État fort, indifférent, sinon clairement méprisant, aux droits. Ce qui, naturellement, suscite l'opposition de Memorial, aussi bien pour ce qui concerne la

3. Sur le site de Memorial, une section spéciale est consacrée à 1937.

Maria Ferretti  
Combat pour l'histoire,  
combat pour la mémoire

mémoire que le respect des droits de l'homme dans le pays. En effet, dès le début de la guerre en Tchétchénie (fin 1994), Memorial s'est de nouveau engagé dans la défense des droits de l'homme, ce qui l'a amené, encore à l'époque d'Eltsine, à s'opposer de plus en plus à la politique du Kremlin, qui de son côté, avec la reprise en main autoritaire de Poutine, essaye de le

harceler le plus possible. Mais pour l'instant, l'association poursuit ses activités.

En raison de la lutte qu'il mène pour la mémoire et surtout pour les droits de l'homme, Memorial est candidat, cette année aussi, au prix Nobel de la paix.

*Maria Ferretti.*